

5

f



in



Impôts : la France en première place dans la zone euro

BOURSORAMA AVEC LABSENSE • 16/11/2022 à 09:00

Le taux de prélèvements obligatoires représentait 47 % du PIB en 2021. Avec ce chiffre, la France sort une nouvelle fois championne de l'imposition dans la zone euro, bien que les autres pays membres parviennent à réduire l'écart.

La France, championne de la zone euro

Le site d'information Fipeco a dévoilé récemment la proportion de prélèvements obligatoires de chaque pays européen sur l'année 2021. Pour cette année encore, la France prend la première place du classement des pays de la zone euro, avec un taux de prélèvements obligatoires représentant 47 % du PIB français en 2021. La France est donc le pays de la zone euro dans lequel la pression fiscale est la plus forte, en d'autres termes, le pays où l'on paie le plus d'impôts. À titre comparatif, la moyenne est de 42,2 % dans les pays de la zone euro.

Si la France reste en tête de la zone euro, Fipeco indique toutefois que l'écart avec les autres pays s'est sensiblement réduit par rapport aux années précédentes. Ces derniers ont en effet augmenté leurs prélèvements obligatoires - notamment pour éponger les pertes budgétaires de la crise sanitaire - là où la France les a sensiblement baissés. À titre comparatif, l'écart entre la France et les autres pays de la zone euro est de 4,8 points en 2021, alors qu'il était de 5,9 points en 2020.

Une politique d'imposition dégressive

Par ailleurs, le taux de prélèvement obligatoire était de 48,3 % en 2017 en France, soit 1,3 point de plus qu'en 2021. La politique de baisse des impôts des entreprises menée ces dernières années par le gouvernement explique en partie cette réduction. Les impôts de production sont présentés par Fipeco comme la principale source de cet écart par rapport aux autres pays de la zone euro - contribution de 2,2 points en 2021, contre 2,8 points en 2020. La suppression de la CVAE, ainsi que la fin de la taxe d'habitation début 2023, devrait continuer à faire baisser l'écart entre la France et les autres pays de la zone euro dans les années à venir.